



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU VAR

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Toulon, le 09 avril 2013

**Rapport de l'Inspecteur  
des Installations Classées**

à

Monsieur le Préfet du Var

**Objet :** Demande d'agrément VHU de l'exploitant de la société Sarl MJS Récupération Environnement  
sise 1937, chemin Robert Brun, ZA Camp Laurent à La Seyne sur Mer.

**Réf. :** Bordereau d'envoi, en date du 29 janvier 2013, de la préfecture du Var.

Par bordereau en référence, monsieur le Préfet du Var nous a transmis, pour instruction et suite à donner, la lettre en date du 24 décembre 2012 par laquelle l'exploitant de la société visée en objet demandait son agrément en tant que récupérateur de véhicules hors d'usage.

**I – RAPPEL DU CONTEXTE REGLEMENTAIRE**

Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 02 mai 2012, les exploitants des centres VHU doivent être agréés.

Pour répondre aux prescriptions de l'article 3 de l'arrêté ministériel précité, l'agrément préfectoral est délivré pour une durée maximale de 6 ans.

Le contenu d'un dossier de demande d'agrément est fixé par l'article 2 de l'arrêté du 02 mai 2012.

**II – EXAMEN DE DEMANDE D'AGREMENT**

Cette société est soumise à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement et bénéficie d'une autorisation d'exploitation par arrêté préfectoral du 17 août 2004.

Le contenu du dossier de demande d'agrément présenté par l'exploitant est conforme à l'article 2 de l'arrêté du 02 mai 2012.

.../...

### **III- CONCLUSIONS**

Compte tenu des éléments produits par la société Sarl MJS Récupération Environnement et au vu de la réglementation, nous proposons de procéder à la délivrance de son agrément par voie d'arrêté préfectoral complémentaire.

Ci-joint un projet de prescriptions établi en ce sens.

Il convient de soumettre la présente proposition à l'avis du CODERST conformément aux dispositions de l'article R 512-31 du code de l'environnement.

Michel FIORINI

Vu, adopté et transmis avec avis conforme  
P/La Directrice régionale et par délégation  
Le Chef de Subdivision de Toulon 2

Jean-Luc RICHARD

